



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 11 AU 18 OCTOBRE 2017

Activités des composantes de la MONUSCO :

Protection de l'enfant :

Le sort des enfants victimes du conflit armé dans les régions du Kasai et de l'est du pays reste une préoccupation permanente pour la MONUSCO. Durant la semaine écoulée, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté 36 violations graves des droits de l'enfant et a eu connaissance d'un nombre inquiétant d'allégations de recrutement et d'utilisation d'enfants comme combattants, porteurs, cuisiniers, gardiens de fétiches, etc.

La grande majorité de ces violations a été documentée dans la province du Nord-Kivu. 40 % de ces violations concernent les meurtres et mutilations d'enfants et 26 %, le recrutement et l'utilisation au sein des milices et groupes armés. Les responsables des violations documentées sont des éléments des groupes armés Mayi Mayi Mazembe, Mayi Mayi Mutomboki, Mayi Mayi Kifuafua, NDC-Rénové, FDLR-Foca, FRPI, Nyatura, Rahiya Mutomboki Wemba, Rahiya Mutomboki Maheshe et des agents des forces de défense congolaises.

Ces derniers jours, dans la localité de Lubero, la vie et la sécurité des enfants ont été particulièrement mises à rude épreuve du fait de violations graves des droits de l'enfant commises en particulier par le groupe armé Mayi Mayi Mazembe. Parmi ces violations figurent des attaques et pillages d'écoles, des recrutements et utilisations d'enfants comme combattants ou boucliers humains. Au vu de ce constat déplorable, la MONUSCO appelle toutes les parties à faire preuve de retenue et à agir conformément aux principes du droit international humanitaire et autres instruments juridiques afin de garantir en toute circonstance la protection de l'enfant. De plus, elle enjoint le groupe armé Mayi Mayi Mazembe à faire cesser tout recrutement d'enfants dans ses rangs.

Dans les territoires de Fizi et Uvira, des attaques des Mayi Mayi Yakutumba affectent directement les enfants de la région. La MONUSCO continue de recevoir des allégations de recrutement d'enfants au sein dudit groupe armé. Pour des raisons d'accès et de sécurité, la section Protection de l'enfant n'est pas encore en mesure de vérifier ces allégations. Une stabilisation sécuritaire de la région est absolument nécessaire pour libérer chacun de ces enfants.

Durant la période en examen, près de 700 membres de Kamuina Nsapu se sont rendus dans la région de Kananga, et 400 d'entre eux pourraient être des enfants. La section Protection de l'enfant et ses partenaires documenteront ces cas et identifieront les violations commises à l'encontre de chacun de ces présumés enfants.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org – tél. : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Le 11 octobre dernier, la MONUSCO a transmis officiellement à l'auditorat militaire supérieur du Kasai central, un acte de dénonciation de cas de recrutement d'enfants perpétrés par la milice Kamuina Nsapu. Ceci est un pas en avant dans l'appui de la MONUSCO à la lutte contre l'impunité des auteurs de recrutement et d'utilisation d'enfants.

La collaboration entre la section Protection de l'enfant de la MONUSCO et les FARDC continue à s'améliorer avec la désignation par le Général Mushale, de points focaux dans toutes les zones opérationnelles du pays.

Information publique :

Lundi 16 octobre, plusieurs journalistes de Bukavu et d'Uvira ont visité le projet de réinsertion d'ex-combattants, appelé Projet Kala. A l'initiative du bureau de l'information publique, cette visite a permis aux professionnels des médias de se rendre compte des efforts de la MONUSCO dans cette partie du pays.

D'un cout global de 71 000 dollars américains, le projet de paix de Kala, aujourd'hui sur une superficie de 10 hectares extensibles, emploie une centaine d'ex-combattants et leurs dépendants qui s'adonnent à des travaux d'agriculture et d'élevage dans la périphérie d'Uvira sur un ancien site rizicole transformé grâce à leur ferme volonté de vivre autrement que par les armes. Ils ont définitivement et volontairement accepté de changer de vie et d'être plus utiles à la société. Ils cultivent du riz et des patates douces, ils font de la pisciculture, ils traitent et savent entretenir les jeunes pousses, ils ont appris à monter un système d'irrigation et à s'organiser en coopératives pour gérer une chaîne de production.

Grace au soutien de la MONUSCO, à travers le volet de réduction de violences communautaires, CVR (Community Violence Reduction), ces ex-combattants sont fiers de refaire leur vie en étant plus utiles à leurs communautés à travers ce projet. Avec le soutien de leurs dépendants, ils s'organisent dans une répartition des tâches qui définit le rôle de chacun. Pour l'encadrement et l'accompagnement des exploitants, le projet bénéficie de l'expertise directe de Caritas Uvira à travers des techniciens conseils.

Après 6 mois d'exécution, ce projet de paix devrait à terme être bénéfique à toute la communauté d'accueil particulièrement aux personnes vulnérables. En plus des emplois créés, le projet a aidé à restaurer la dignité des ex-combattants et faire renaître la confiance et l'espoir en leur forgeant une nouvelle image dans leurs communautés respectives, mais aussi et surtout en les plaçant hors du cycle de pauvreté.

Les jeunes de Kavimvira et Rugenge à Uvira engagés pour la paix et la sécurité dans leurs quartiers

Dans le cadre des efforts pour l'amélioration du climat sécuritaire sur l'ensemble du territoire d'Uvira après l'opération conjointe MONUSCO-FARDC contre les éléments Mayi Mayi Yakutumba, les jeunes des quartiers de Kavimvira et Rugenge ont décidé de mener une série de d'activités de sensibilisation pour rétablir la confiance entre les différentes couches de la population d'une part et entre la population et les forces de l'ordre et de sécurité d'autre part.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Cette initiative fait également suite aux rumeurs persistantes répandues sur les réseaux sociaux au sujet d'une possible attaque contre les populations locales et le personnel des Nations Unies.

Une première session s'est déroulée ce 13 octobre au camp du contingent pakistanais situé au quartier Kavimvira avec la participation des leaders de la jeunesse des quartiers de Kavimvira et de Rugenge.

Au cours de cette réunion, le représentant de la section des Affaires civiles de la MONUSCO a interagi avec les jeunes sur la collaboration entre les populations locales et la MONUSCO afin d'éviter la manipulation politique des jeunes. La session visait également à sensibiliser les jeunes de la région à s'approprier le concept de protection qui passe par le partage, en temps utile, d'informations sensibles pouvant affecter la protection des civils.

A l'issue de ces échanges, les jeunes de Rugenge et de Kavimvira ont exprimé le vœu d'un rapprochement avec les Forces armées de la RDC (FARDC) déployées récemment à Uvira et dont certains éléments tracassent la population. Ces jeunes ont également souhaité que la Force de la MONUSCO intensifie ses patrouilles de jour comme de nuit dans les zones reculées de la ville.

Le représentant de la MONUSCO a, de son côté, appelé les jeunes à un comportement responsable en évitant la violence et en utilisant les voies de recours normales pour exprimer leurs revendications.

Droits de l'homme :

Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) de la MONUSCO-Beni a organisé le jeudi 12 octobre 2017 un atelier d'échanges sur les violences sexuelles et les violences sexuelles en temps de conflit avec les membres des organisations de la société civile du territoire de Beni. C'est le deuxième atelier de ce genre, en l'espace de deux mois. Une rencontre similaire avait en effet été organisée à Beni le 9 août dernier.

Cette première sensibilisation avait ciblé 65 acteurs de la région de Mangina et Oicha alors que cette deuxième phase a rassemblé 22 acteurs des régions nord, est et sud du territoire de Beni qui demeurent lourdement affectées par les violences sexuelles et basées sur le genre.

Il convient de rappeler que ces rencontres visent à sensibiliser les membres de la société civile sur leurs droits en matière de violences sexuelles et de violences sexuelles en temps de conflit, et de lutte contre l'impunité, ainsi que de les informer sur les services offerts aux personnes survivantes dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles de 2009.

Au cours de la rencontre, les experts du BCNUDH-Beni ont informé l'assistance sur les droits de l'homme et l'encadrement des crimes de violences sexuelles dans le droit international ainsi que sur le mandat du BCNUDH et la méthode de rapportage des cas de violence sexuelle.

Les participants ont exprimé leur satisfaction d'avoir compris davantage, grâce à cet atelier, la problématique de la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre et les mécanismes de rapportage de cas afin de

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

décourager les éventuels auteurs de ces crimes et d'assister les personnes qui auront été victimes de ces cas d'abus et de violences sexuelles.

Police MONUSCO :

Dans le cadre du renforcement des capacités de la Police Nationale congolaise (PNC), le secteur de la police MONUSCO (UNPOL) de Lubumbashi, en collaboration avec la hiérarchie de la PNC, a organisé un recyclage au profit de 75 apprenants dont 14 femmes. Ce recyclage, qui a débuté le 28 septembre 2017, est prévu pour une durée de 3 mois.

Les matières enseignées sont entre autres :

- Déontologie et éthique professionnelle;
- Droits de l'homme
- Violences sexuelles
- Lois spéciales.

Ce 18 octobre 2017, les apprenants ont été sensibilisés sur le VIH/sida et les violences sexuelles et celles basées sur le genre.

En ce qui concerne le VIH/sida, les formateurs UNPOL, en compagnie d'un expert de la section VIH, ont animé les thèmes sur les notions de base, la prévention et les risques encourus par les hommes en uniforme. Quant aux violences sexuelles et celles basées sur le genre, les experts UNPOL ont présenté les différentes formes de violences, l'accueil de la victime afin de donner aux apprenants quelques rudiments nécessaires pour le traitement professionnel de ces cas spécifiques dans le cadre de l'exercice de leur fonction.

Activités de l'Equipe de pays :

La RDC connaît toujours une hausse des chiffres de déplacés, selon le rapport de OCHA sur le mouvement de la population au 3^e trimestre 2017

La RDC continue à enregistrer des mouvements de déplacés à travers les différentes provinces. Au 30 septembre 2017, le rapport fait état d'un chiffre variant entre 3,8 et 4 millions de personnes déplacées. La province du Nord-Kivu abrite le plus grand nombre des déplacés avec près de 1 million de personnes, soit environ 26 % du chiffre global.

En outre, près de 300 000 nouveaux déplacés ont été enregistrés entre juin et septembre 2017. Le troisième trimestre 2017 a également enregistré un grand nombre de personnes retournées estimées à quelque 213 000 dont une majorité dans la province de Tanganyika avec près de 90 000 personnes, représentant 42 % des retournés à travers la RDC.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Par ailleurs, la région du Kasai a connu un grand flux de retournés entre août 2016 et septembre 2017, soit plus de 631 000 personnes qui ont regagné leurs villages d'origine. Ce qui ramène à quelques 762 000 le nombre des personnes actuellement en déplacement dans la région.

Les attaques et affrontements armés représentent plus de 64 % des causes de déplacement, selon nos dernières statistiques sur les mouvements des personnes que nous publierons d'ici à la fin de la semaine.

L'UNICEF met en œuvre son programme de Réponse Rapide pour les Populations en Mouvement dans la région du Kasai

En réponse à la situation au Kasai avec plus de 1,4 million de déplacés dont la moitié sont des enfants et afin d'assurer une réponse rapide aux besoins de ces populations qui ont tout perdu dans leur fuite dans la brousse pendant de longs mois, l'UNICEF a mis en place dans la région du Kasai son programme de *Réponse Rapide aux Mouvements de Population* (RRMP), à l'instar de ce que l'organisation fait depuis des années dans l'est du pays.

Alors que la situation sécuritaire s'améliore et que des populations ont commencé à rentrer dans leur village d'origine, les premières distributions d'articles ménagers essentiels dans le cadre du RRMP ont été effectuées le 14 octobre à Bunkonde, dans la province du Kasai Central. Lors de cette distribution, 525 ménages soit environ 2 700 personnes ont pu bénéficier de l'assistance. Le mécanisme RRMP s'ajoute aux programmes d'aide d'urgence et développement que l'UNICEF met en œuvre depuis le début de la crise au Kasai et qui a permis d'apporter une assistance à plus de 2 millions de personnes depuis le début de l'année.

Le programme de *Réponse Rapide aux Mouvements de Population* est basé sur deux piliers principaux : (i) le positionnement des capacités en ressources humaines, matérielles et financières pour une réponse rapide ; et (ii) la mise en œuvre d'interventions multisectorielles basées sur les besoins et vulnérabilités incluant des interventions dans le secteur de la santé, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, de la nutrition et l'appui en articles ménagers essentiels, ainsi que de transferts monétaires.

Avec son programme RRMP au Kasai, l'UNICEF cible au total de 160 000 personnes en besoin d'ici janvier 2018. La mise en œuvre du programme se fait en collaboration avec trois organisations non-gouvernementales : Action Contre la Faim pour les Provinces du Kasai et Kasai Oriental et le Consortium Solidarités et Caritas International Belgique dans les Provinces du Kasai Oriental, Lomami et Sankuru. Le programme est réalisé grâce aux fonds propres de l'UNICEF et au soutien financier des coopérations britannique et américaine. La coopération américaine a également fait un don de kits d'articles ménagers essentiels et d'hygiène pour 20 000 ménages qui seront distribués dans le cadre du programme de *Réponse Rapide aux Mouvements de Populations*.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Le PNUD célèbre la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

Le monde entier a célébré hier le 17 octobre, la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté sous le thème « **Répondre à l'appel du 17 octobre pour éliminer la pauvreté : un chemin vers des sociétés pacifiques et inclusives** ».

En République démocratique du Congo, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Institut des Arts et Métiers ont lancé une série d'activités : conférences-débats, formation, concours d'innovations pour l'emploi des jeunes. Ces activités visent à mettre en exergue l'esprit créatif des jeunes congolaises et congolais ainsi que les efforts fournis par les partenaires au développement et les citoyens congolais pour réduire la pauvreté en RDC à travers la création d'emplois.

Cet événement constitue également une occasion de sensibiliser le public au rôle de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans le développement et d'offrir une opportunité aux étudiants et étudiantes de faire valoir leurs talents à travers la production et la créativité dans le domaine du textile.

Situation militaire

(Par le Lt-Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernent la situation sécuritaire dans les provinces de Haut-Uélé, du Nord-Kivu et du territoire de Beni où les dernières attaques par des groupes armés ont conduit la Force de la MONUSCO à d'importants déploiements dans le but de protéger les populations et d'intervenir en appui aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

La Force de la MONUSCO continue de remplir son mandat de protection des populations dans les zones en proie à la violence avec la mise en œuvre d'un dispositif sécuritaire fondé sur la flexibilité et la mobilité des troupes.

A ce titre, dans le territoire du Haut-Uélé, deux bases opérationnelles temporaires ont été projetées à **Limai** (30 km nord de Dungu) et PK-55 (est de Dungu), afin d'assurer un environnement sain et sécurisé dans la région par des patrouilles intensifiées et l'interaction avec les populations locales.

En Ituri, les opérations contre les éléments des forces de résistance patriotiques de l'Ituri (FRPI) se poursuivent conjointement avec les FARDC afin d'assurer la protection des civils. Des actions robustes, constituées de patrouilles de domination de terrain et des opérations ciblées par des forces spéciales, ont été menées avec les FARDC cette semaine.

S'agissant de la province du Nord-Kivu, une force de réaction rapide a été promptement déployée à **Mirangi Ville** (35 km sud-ouest de la base de **Kanyabayonga**), pour mettre fin à un état de violence intercommunautaire et assurer la protection des civils, le 14 octobre 2017, suite à une attaque perpétrée par des

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

présupposés éléments Mayi Mayi Nyatura sur le village. Cette intervention a permis de mettre fin à des actes de brutalité et de représailles entre les communautés vivant sur ce territoire.

Enfin, il convient de signaler qu'après l'attaque menée contre la base de la MONUSCO à **Mamundioma** le 9 octobre 2017, des opérations offensives vigoureuses se poursuivent pour contrôler et sécuriser l'axe **Mbau-Mamudioma-Semuliki** et favoriser l'accès libre aux populations locales. De même, des patrouilles de longue durée, des opérations terrestres et aériennes continuent dans ce secteur pour assurer la protection des civils et maintenir la pression sur ces éléments négatifs.

La Force de la MONUSCO reste déterminée à neutraliser tous ces groupes armés opérant sur les territoires menacés par la violence grâce à des opérations robustes pour ainsi assurer la protection des civils.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01